

Etude EpiCov

Mentions légales relatives à cette étude

La cohorte EpiCov est une recherche impliquant la personne humaine, elle est réalisée conformément aux articles L1121-1 et suivants du Code de la Santé Publique, relatifs aux recherches impliquant la personne humaine. En application de la loi n°51-711 du 7 juin 1951, les réponses aux questionnaires sont protégées par le secret statistique.

Vu l'avis favorable du Comité de Protection des Personnes (CPP Sud-Méditerranée III) en date du 24/04/2020,

Vu l'avis d'examen favorable du Conseil national de l'information statistique, l'enquête EpiCov a obtenu le visa n° 2020X711SA du Ministre de l'économie et des finances, valable pour l'année 2020.

Vu l'autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) du 25/04/2020.

Un traitement de vos données personnelles va être mis en œuvre pour permettre de collecter les données nécessaires et d'analyser les résultats de la recherche au regard de l'objectif de cette dernière. Ce traitement de vos données est placé sous la responsabilité conjointe de l'Institut national de la santé et de recherche médicale (INSERM), représenté par M. Gilles Bloch, président directeur général de l'INSERM (101 rue de Tolbiac 75654 Paris cedex 13) et de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) du ministère des solidarités et de la santé, représentée par son directeur, M. Fabrice Lenglard (14 avenue Duquesne, 75350 Paris SP 07). Ce traitement répond à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont sont investis l'INSERM et la DREES qui justifie l'utilisation de vos données de santé à des fins de statistiques et de recherche scientifique.

À cette fin, les données suivantes vous concernant seront recueillies par le biais du questionnaire dans la mesure où ces données sont nécessaires aux objectifs visés : données démographiques et sociales, données de santé (incluant symptômes, recours aux soins), conditions de vie après le confinement, situations professionnelles et financières actuelles, relations au sein du couple, tensions éventuelles, consommation d'alcool ou autres substances. Ces données ne feront pas apparaître vos noms et prénoms mais seront associées à un code ou à un numéro d'ordre. Elles seront transmises par Ipsos à l'INSERM et à la DREES. Les informations concernant votre identité ne seront connues que de Ipsos et de la Poste, afin de leur permettre de vous contacter le temps nécessaire à votre suivi, et de l'Insee pendant deux ans.

Les réponses aux questionnaires, ainsi que les résultats des prélèvements réalisés seront conservés pendant 10 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de la cohorte. Ils seront archivés au-delà pendant une durée conforme à la réglementation en vigueur. À tout moment, leur usage et leur accès sont strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherche scientifique ou historique.

La participation à l'enquête EpiCov n'est pas obligatoire et si vous ne souhaitez pas être à nouveau sollicité(e), merci de contacter le numéro indiqué en haut à gauche de ce courrier.

Le traitement de vos données est encadré par le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données, par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (78-17), relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que par la loi du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n°51-711) qui réglementent le recueil et l'utilisation de données personnelles dans le cadre de cette cohorte.

Ipsos, le prestataire sélectionné par l'INSERM et la DREES, est habilité par le Comité du secret de la statistique publique et par les Archives de France, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4 du code du patrimoine.

Au cours de la recherche, des opérateurs du Centre de Ressources Biologiques (CRB) mandatés par le promoteur soumis au secret professionnel, peuvent accéder à vos données nominatives (nom, prénom et date de prélèvement) aux seules fins de les retranscrire dans une base de données permettant de les associer aux codes à barres qui identifiera votre prélèvement. Cela permettra de procéder à des vérifications avant de vous transmettre le résultat. Cette table de correspondance sera conservée par le CRB jusqu'au rendu des résultats et au maximum un an après l'analyse des prélèvements pour permettre les contrôles, puis elle sera détruite. Vos données d'identification (nom et coordonnées) seront conservées pendant deux ans après la fin de l'enquête afin d'assurer un suivi de la cohorte. Elles seront conservées séparément des autres données et accessibles à un nombre limité de personnes spécialement habilitées.

Les données et les prélèvements biologiques de la cohorte EpiCov pourront être communiqués à d'autres équipes de recherche, privées ou publiques, nationales ou internationales dans le cadre d'études ou de recherches préalablement autorisées et encadrées selon des garanties appropriées et adaptées assurant leur confidentialité et prévues dans une convention de partage entre l'INSERM ou la DREES et le(s) destinataire(s) des données.

Vous trouverez l'ensemble des informations nécessaires, spécifiques à ces projets sur le site internet de l'enquête. Vous disposez du droit d'obtenir une copie des documents liés au transfert de vos données et serez informé de la finalité de tout nouveau traitement au moment opportun sur le site internet de l'enquête www.epicov.fr.

Vos droits

Conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données et de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :

Les personnes enquêtées bénéficient des droits d'accès, d'opposition, de rectification à leurs données et du droit à la limitation de leur traitement pour les données les concernant pendant la période de conservation des données d'identification. Ces droits sont applicables à la collecte de données, dans le cadre de l'enquête EpiCov, à l'appariement ultérieur des données recueillies avec des données du système national des données de santé et aux utilisations ultérieures de ces données. Sachez toutefois que les données utiles recueillies préalablement à l'exercice de votre droit d'opposition ou au retrait pourront continuer à être traitées de façon confidentielle pour ne pas compromettre la réalisation des objectifs de la recherche. Ces droits peuvent être exercés en envoyant un courriel à la DREES sur la boîte fonctionnelle : drees-rgpd@sante.gouv.fr.

En cas de difficulté pour exercer vos droits ou pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez également contacter la déléguée à la protection des données de l'INSERM par mail : dpo@inserm.fr ou par voie postale (Déléguée à la protection des données, 101 rue de Tolbiac, 75013 Paris. Vous pouvez si vous l'estimez nécessaire adresser une réclamation auprès de la CNIL.